

Espagne: ça craint pour les immigrés marocains!

- 60% de saisonnières en moins
- Le bâtiment et les exploitations agricoles fragilisés par la crise
- Carte de santé uniquement pour les femmes et les enfants

CONFRONTÉS à la crise, les immigrés en Espagne rebroussement chemin. La population étrangère est en baisse, un constat qualifié de première depuis que l'Institut national des statistiques (INE) mesure le nombre d'étrangers vivant dans le pays. Ils étaient 5,75 millions en 2011, ils ne sont plus que 5,71 millions cette année (40.447 de moins).

Les immigrés marocains sont aussi touchés par la crise surtout ceux travaillant dans le bâtiment et les exploitations agricoles deux secteurs fragilisés par la crise. Cette année, seulement 2.547 saisonnières marocaines pourront se rendre à Huelva

pitaux publics leur sera retirée. Seules les femmes enceintes et les enfants seront acceptés dans les services de gynécologie et de pédiatrie. Les autres, en cas de maladie, n'auront qu'à se rendre aux urgences pour être traités.

Ayant perdu leur travail, il y a des dizaines de milliers qui sont tombés dans la clandestinité. Dans l'incapacité de trouver

un contrat de travail, ils ne peuvent plus renouveler leur carte de séjour, ni cotiser à la sécurité sociale, c'est le cas de milliers de Marocains.

Le gouvernement de Mariano Rajoy fait-il tout pour sauver ses hôtes? «Les immigrés en situation irrégulière, justifiant d'un enracinement social en Espagne, ne sont pas expulsés du pays», a affirmé Igna-

cio Ulloa, le secrétaire d'Etat espagnol à la Sécurité. L'Exécutif accorde, en revanche, la priorité à l'expulsion des immigrés ayant des antécédents judiciaires, a ajouté Ulloa, précisant que près de 80% des pensionnaires des neuf centres d'internement des étrangers en Espagne ont des antécédents criminels. Ulloa a effectué lundi dernier



La presse en crise

DEPUIS 2008, 57 médias ont été fermés et 23 plans sociaux ont été menés provoquant une perte de travail pour 6.234 journalistes sur quelque 21.000 (soit environ 30% de la profession). Les deux plus grands journaux du pays (El Mundo et El País) sont touchés par la crise. Le premier (qui a déjà communiqué ses plans aux syndicats) va supprimer au moins 195 postes, explique à la presse Fernando Cano, rédacteur en chef du site spécialisé sur les médias, pnoticias.com. Ce sera pareil pour le second support médiatique qui prépare un plan social. C'est en février que le journal Publico a disparu des kiosques. Il s'était d'ailleurs illustré par sa position en faveur des Indignés, ce mouvement de citoyens né en Espagne en réaction aux conséquences de la crise et de la corruption. Au total, ce sont 160 journalistes qui se sont retrouvés au chômage. □

(Sud de l'Espagne) pour assurer la récolte des fraises, contre 6.143 lors de la campagne agricole 2011. Il s'agit là, d'une baisse considérable de 60%, selon El País. Sur les 758.000 Marocains installés en Espagne, 239.000 étaient sans emploi l'année dernière.

Et leur situation se corsera davantage. D'ici septembre prochain des milliers de Marocains en situation irrégulière ne pourront plus bénéficier de la couverture médicale. La carte de santé, qui leur permet d'accéder aux centres de santé et aux hô-

EUROPE

Espagne: ça craint pour les immigrés marocains!

une visite au centre de Barcelone où, selon les médias locaux, deux pensionnaires ont entamé une grève de la faim pour protester contre les abus dont ils seraient victimes de la part de la police espagnole, alors que quatre autres, dont certains se sont mariés en Espagne et ont des enfants scolarisés, se sont auto-mutilés pour éviter d'être expulsés vers leurs pays d'origine. SOS Racisme avait demandé la semaine dernière au gouvernement espagnol de fermer tous les centres d'internement des étrangers, et d'ouvrir une enquête sur les abus dont seraient victimes les personnes retenues au centre de Barcelone.

L'Espagne, étant le 2e partenaire économique et commercial du Maroc après la France, est sous la pression de ses partenaires européens pour rationaliser son économie. L'autre défi est de réduire son déficit public lourd et restaurer son système financier souffrant de quatre années de crise accentuées par l'éclatement de la bulle immobilière. Et pour tenter de redresser la pente, le gouvernement espagnol a présenté fin mars dernier son budget pour 2012, lequel prévoit plus de 47 milliards



Les immigrés marocains sont aussi touchés par la crise surtout ceux travaillant dans le bâtiment et les exploitations agricoles, deux secteurs fragilisés. Cette année, seulement 2.547 saisonnières marocaines pourront se rendre à Huelva (Sud de l'Espagne) pour assurer la récolte des fraises, contre 6.143 lors de la campagne agricole 2011 (Ph. AFP)

d'euros d'économies. Parmi les mesures, le gouvernement a annoncé une augmentation des impôts à la consommation (TVA) à partir de 2013. Des augmentations de taxes

qui concerneraient d'abord les produits soumis à une imposition spéciale (l'alcool, le tabac et l'essence). Y figurent également le gel des salaires des fonctionnaires et une

baisse des budgets des ministères de 16,9% en moyenne. Parmi les autres mesures: économiser 7 milliards d'euros dans la santé. Seuls les immigrés en situation régulière pourront accéder au système de santé public.

Ce qui permettra à l'Etat de renflouer quelque 500 millions d'euros. Cette mesure concernera plus d'un demi-million de migrants sans-papiers établis en Espagne, selon le gouvernement. Parmi eux des milliers de ressortissants marocains en situation irrégulière ou ayant perdu leurs papiers en raison du chômage. Rappelons que le 20 avril dernier, l'Exécutif avait adopté un plan de rigueur visant des secteurs très sensibles tels que la santé (les retraités paieront désormais pour leurs soins) et l'éducation (les frais d'inscription à l'université pourraient être augmentés de 50%).

Même l'emploi est concerné. Les effets de la réforme du marché du travail (assouplissement des règles de licenciements et des conditions de travail, baisse des indemnités de licenciement) ne sont pas encore complètement visibles dans les évolutions de l'emploi. □

F. Z. T.

Le chômage explose

• Récession, chômage, note dégradée... l'économie coule

• Le pays réalisera 47 milliards d'euros d'économies cette année

L'ESPAGNE marche-t-elle sur les pas de la Grèce? C'est vrai que la quatrième économie de la zone euro va au plus mal mais les analystes refusent toute comparaison. Malgré ses défaillances, la Péninsule ibérique a les reins solides: «sa dette publique est inférieure à celle de la France ou de l'Allemagne. Quant au chômage, il est plutôt chronique», selon les analystes

Il n'y a pas de comparaison avec la Grèce, mais l'Espagne est retombée en récession, selon l'Institut national espagnol de la statistique (INE). Son économie s'est contractée de 0,3% d'un trimestre à l'autre et de 0,4% en glissement annuel.

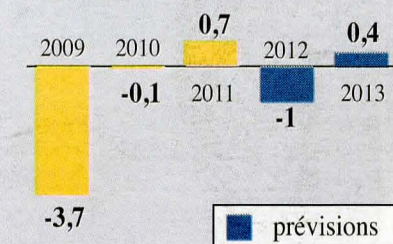
Moody's salue la politique d'austérité. Reste que les quelque 47 milliards d'euros de mesures d'austérité prévues cette année par le pays (27 milliards pour l'Etat central, 20 milliards pour les régions) afin de ramener son déficit à 5,3% du PIB pourraient accentuer la récession.

L'agence de notation se dit en outre

L'économie espagnole

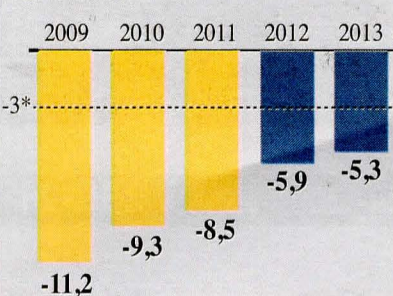
Croissance

En % du PIB



Déficit public

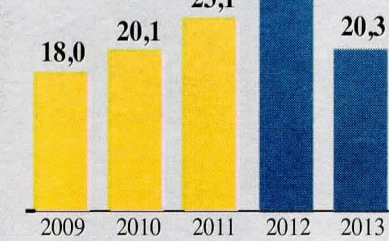
En % du PIB



Sources : Commission européenne/Eurostat

Chômage

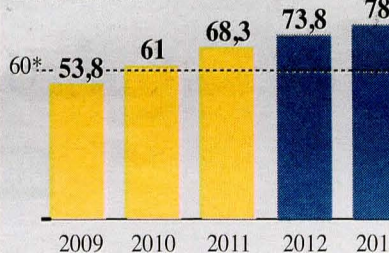
En % de la population active



* Le chômage a atteint 24,1% en mars 2012, selon les indicateurs d'Eurostat du 2 mai 2012

Dette publique

En % du PIB



* Limite fixée par le pacte de stabilité européen

AFP

Chaque jour qui passe amène son lot de mauvaises nouvelles pour l'Espagne. Il y avait d'abord les chiffres du chômage pour le premier trimestre: le pays compte désormais 5,6 millions de sans-emploi, soit 24,44% de sa population active. Puis, la dégradation de deux crans de sa note souveraine par Standard & Poor's (de A à BBB+), avec perspective négative. Aujourd'hui, le pays est retombé en récession, deux ans après être sorti de celle de 2008-2009

favorable à la loi de stabilité budgétaire entrée en vigueur lundi 30 avril. Celle-ci permet entre autres un strict contrôle sur les finances des régions (responsables des deux tiers de la déviation du déficit en 2011-8,5% du PIB au lieu de 6%). Outre les régions, c'est le secteur bancaire espagnol qui inquiète les investisseurs. Après avoir baissé la note souveraine de l'Espagne, l'autre agence de notation Standard & Poor's a dégradé la note de dix banques espagnoles, dont Santander et BBVA, et en a placé cinq autres sous surveillance négative. Une recapitalisation publique du secteur bancaire est plus que nécessaire.

Et voilà que le chômage se pointe à l'horizon. Selon l'INE, l'Espagne comptait à la fin du premier trimestre près de 5,7 millions de chômeurs, soit un taux de 24,44%, le plus élevé depuis le début de la série statistique en 1996. Plus de la moitié (52,01%) des moins de 25 ans cherchent un emploi. Plus de 1,7 million de ménages survivent sans qu'aucun membre de la famille n'ait un travail.

Tout n'est pas sombre. Mercredi 2 mai, le ministre de l'Economie, Luis de Guindos, a avoué que «le gouvernement prévoit une sortie de récession l'an prochain, un retour à la croissance en 2014 et l'équilibre des comptes publics en 2016». □

F.Z.T.